



**Mouvement Républicain
et Citoyen**

CONGRÈS DU KREMLIN-BICÊTRE

1^{er} AVRIL 2023

MOTION D'ORIENTATION ADOPTÉE

POUR LA FRANCE, RELEVER LA RÉPUBLIQUE !

Construire un projet d'avenir

Entre 2012 et 2022, au premier tour des élections législatives, la gauche réalise 4 millions de voix de moins et 3 millions d'électeurs ont rejoint les rangs de l'abstention.

Le constat est clair : depuis 1983, les renoncements successifs ont vidé la gauche au pouvoir de son dynamisme émancipateur et de sa base sociale. Le quinquennat de François Hollande a anéanti la gauche, conduisant au quinquennat d'Emmanuel Macron qui mène une politique libérale sous les injonctions de l'Union européenne.

Si la gauche connaît une situation un peu meilleure à l'issue des législatives de 2022, la situation reste préoccupante. D'abord parce que, sur cette même période, l'extrême-droite totalise 2 millions de voix supplémentaires et 88 députés à l'Assemblée nationale, notamment dans des circonscriptions historiquement de gauche et rurales. Ensuite parce que la gauche, dans son ensemble, est incapable actuellement de gagner et d'incarner une alternative sérieuse et crédible de gouvernement pour les Français.

En surfant sur le « vote utile » à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a pu rallier ceux qui espèrent encore dans le progrès humain et le partage des richesses. Or, son hégémonie sur les autres forces de gauche ne s'est pas avérée être une stratégie gagnante. L'alliance électorale de la NUPES, constituée à la hâte sous la mainmise de la France insoumise pour les élections législatives, n'a pas permis l'adhésion d'une majorité politique pour gouverner et n'est pas une alliance politique durable et d'avenir.

Un Français sur deux n'est pas allé voter aux élections législatives. Dans les départements ruraux, particulièrement frappés par le retrait des services publics, et des services en général, par les phénomènes de délaissement, de déclassement et de paupérisation, les candidats de gauche ne peuvent convaincre et obtenir l'adhésion des citoyens s'ils oublient l'universalisme républicain. Ils ne peuvent pas non convaincre en s'adressant aux

« minorités » et en parlant principalement aux habitants des métropoles, au détriment de ceux qui vivent à la campagne, dans les sous-préfectures et dans les territoires anciennement industriels. En prenant congé des couches populaires depuis plus de vingt ans, la gauche s'est coupée de sa force : celle de ceux qui produisent et rendent les services indispensables du quotidien, celle de ceux qui croient dans le travail et aspirent au progrès et à ce que leurs enfants s'émancipent toujours davantage.

Dans cette période, le Mouvement Républicain et Citoyen s'est déterminé sur un projet et non sur un individu. Nous avons d'abord soutenu la candidature d'Arnaud Montebourg et la remontada de la France pour lui redonner sa fierté, puis Fabien Roussel, pour bâtir des jours heureux pour les Français. Au sein de la Fédération de la Gauche républicaine, avec la GRS, LRDG, NGS et l'Engagement, nous œuvrons à un rassemblement de projet.

Il est donc nécessaire de bâtir un projet d'avenir à gauche pour que notre pays reprenne son destin en main.

La gauche fait face à cinq défis majeurs.

Le défi du travail

Sur le plan social, la revalorisation du travail par une hausse des salaires et des pensions de retraite est indispensable, associée également à une taxation du profit de la « main invisible » des marchés plutôt que de la main d'œuvre et à une baisse des impôts de production. L'objectif, c'est de donner davantage de pouvoir d'achat aux travailleurs tout en donnant à l'État les moyens d'investir dans les biens communs pour notre avenir. Les bouleversements qu'a connus le monde du travail ces trois dernières années avec la pandémie interrogent aussi une nouvelle organisation du travail. Au sempiternel « travailler

plus pour gagner plus », nous opposons une nouvelle répartition et le respect dû au travail qui permettent notamment l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Nous nous opposons à la réforme des retraites voulue par le gouvernement, qui est injuste et répond à des injonctions européennes dont l'objectif est l'augmentation de la durée de cotisation et le recul des âges de départ en retraite. La retraite par répartition issue du pacte social du Conseil national de la Résistance (CNR) doit être maintenue car elle garantit une retraite pour tous.

Refaire de la France un pays où l'on produit, où le travail collectif, en entreprise, n'est pas considéré comme indigne ou archaïque, où l'intelligence du geste est reconnue, nécessite un vrai élan national et une mobilisation politique des gouvernements à venir et sur le long terme.

Le défi de l'écologie populaire

Notre planète brûle, au sens littéral du terme, et les pyromanes du libéralisme économique entretiennent le foyer.

La conversion écologique, trop souvent appliquée à coups d'injonctions auxquelles seuls les plus favorisés peuvent se conformer, entraîne des dynamiques profondément inégalitaires et nourrit un sentiment de déclassement social. La crise énergétique nous oblige par ailleurs à agir pour assurer l'indépendance énergétique de notre pays. Pour faire face aux bouleversements climatiques, il est nécessaire de construire une écologie populaire qui s'appuie sur la recherche, le progrès scientifique et technique. Cette écologie populaire a pour objectif la sortie volontariste et raisonnée des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et passe par un investissement dans la production électrique d'origine nucléaire, qui permet de produire une énergie pilotable et à bas coût pour les industries et les ménages et qui ne dégage pas de CO₂. Cela passe également par des diminutions d'utilisation des énergies carbonées (charbon, fioul, gaz) dans l'habitat (meilleure isolation, nouveaux matériaux, lutte contre la précarité énergétique, etc.) et dans les transports

(ferroviaire, développement des transports en commun, etc.) Des investissements sont nécessaires dans la recherche relative à des énergies alternatives (mobilité à l'hydrogène, batteries électriques nouvelle génération, etc.), la France et l'Europe ne devant pas rester à la traîne de la Chine ou des Etats-Unis dans ces secteurs économiques d'avenir. Autant de champs auxquels doit s'intéresser la recherche publique.

C'est aussi le rôle de l'État de préparer les transitions à venir : l'eau, l'alimentation et l'agriculture, l'énergie et l'industrie sont des secteurs d'intérêt général qu'un Commissariat au Plan efficace et volontaire doit planifier. EDF, fleuron national, doit redevenir l'ensemble de l'électricité nationale, être à 100 % dans le giron de l'État et conserver ses moyens de production d'hydro-électricité. Face aux crises actuelles, la France doit sortir du mécanisme européen de fixation du prix de l'électricité : l'Etat redevenu stratège doit reprendre la main contre les marchés et gérer la production dans l'intérêt général.

Les terres agricoles doivent en outre rester affectées en priorité à l'agriculture et ne doivent pas être consommées par des installations de production d'énergie photovoltaïque.

La France possède par ailleurs le deuxième domaine maritime mondial. Si l'État s'est engagé à ne pas puiser dans les ressources des grands fonds, il ne mise pas suffisamment sur l'économie bleue (houlienne, hydrolienne, etc.), se contentant des projets éoliens hauturiers et côtiers dont la production est très aléatoire.

Le défi de la croissance

La croissance n'est pas un gros mot, c'est une nécessité. L'économie française ne sera forte que si elle se réindustrialise, particulièrement dans les zones rurales, en relocalisant la production de biens dans des conditions environnementales et sociales dignes et en développant le savoir-faire français dans les secteurs des hautes technologies pour notre futur.

Les nouvelles technologies du secteur de la santé et la pharmacie, l'énergie et la gestion des ressources, le numérique, les transports seront les piliers du renouveau industriel du siècle qui s'ouvre.

La croissance sera aussi possible en passant d'une politique de l'offre à une politique de la demande. Il est temps que la gauche assume son interventionnisme en matière de politique économique, contre le capitalisme prédatif et la financiarisation qui délocalisent et broient les classes moyennes et populaires.

Le défi de la souveraineté

À l'international, la guerre en Ukraine a fait voler en éclats les postures des uns et des autres depuis plusieurs années. La France doit redevenir une puissance indépendante, dont la voix doit compter sur la scène internationale. L'Union européenne, institution technocratique, n'est plus viable en l'état. La crise sanitaire a montré l'absurdité de l'Europe maastrichtienne sous hégémonie allemande, qui a dû se mettre entre parenthèses pour répondre à l'urgence. Alors qu'elle cherche à s'imposer à nouveau, avec la complicité et la faiblesse des dirigeants français, il est nécessaire de bâtir l'Europe européenne, cette maison commune, et de ramener les prérogatives de la Commission européenne à la simple exécution des décisions du Conseil, de limiter l'auto-production de législation par des organes supranationaux non contrôlés démocratiquement et de développer une Europe des projets, possiblement à géométrie variable.

La souveraineté de la France doit être respectée, tout comme sa capacité de défense nucléaire et son siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Les impérialismes modernes ne pourront être combattus que par la coopération entre les États-nation, dans le dialogue et le partenariat. Les États-Unis veulent imposer un monde unipolaire qui est contraire à l'aspiration multipolaire de la nécessaire coopération internationale. Le rôle de l'OTAN doit aussi être maîtrisé afin de ne pas nous entraîner dans une escalade guerrière mortifère. L'affrontement et la guerre économique entre les États-Unis et la Chine ne sont pas un horizon acceptable, ils nécessitent que l'Europe européenne s'affirme d'autant plus.

Le défi de la République

Notre République est laïque, sociale et populaire. Elle est le meilleur garant de la concorde nationale. L'islamisme politique et les attaques contre la nation républicaine de ceux qui aspirent à la guerre civile sont les deux faces d'un même mal : celui où la discorde l'emporte sur la fraternité. Au relativisme ambiant, nous opposons la laïcité, comme condition de la vie en collectivité, car la liberté absolue de conscience et le libre-arbitre sont la preuve de notre liberté et de notre promesse républicaine française.

Parce qu'elle instruit et forme les citoyens de demain, l'École de la République doit bénéficier du soutien de l'État : diplômes anonymes et nationaux, revalorisation de la fonction d'enseignant, classes en effectifs réduits, programmes ambitieux.

La question éducative doit être érigée en priorité politique nationale. L'École républicaine est un vecteur essentiel d'intégration, d'ascension et de mixité sociale. Elle doit assurer la promotion de tous en transmettant des savoirs fondamentaux qui permettront à ceux qui n'ont que l'École pour apprendre de s'élever socialement. Pour cela, la puissance publique doit imposer l'exigence intellectuelle pour tous via des pédagogies explicites, des programmes ambitieux et le refus du relativisme. Toutes les opinions ne se valent pas, et à l'École comme dans l'espace public, c'est la force du meilleur argument fondé en raison qui doit l'emporter.

Même si elle est essentielle, la revalorisation du métier d'enseignant ne passe pas uniquement par la question salariale, mais aussi par davantage de considération, par la réaffirmation de leur autorité, par un soutien et une fermeté de tous les instants quand la société s'immisce dans l'enceinte scolaire (prosélytisme religieux, contestation de certains enseignements, incivilités, violences, harcèlements, etc.). Seul un réel volontarisme politique en matière éducative permettra d'élever le niveau d'instruction et de qualification d'une jeunesse citoyenne.

Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas : l'hôpital public, les services de santé de proximité, l'école, la Poste, ou encore les centres d'impôts doivent mailler le territoire pour garantir un accès à tous.

Parce que nous pensons que la République et ses principes sont un creuset précieux pour l'intégration de tous, nous n'avons pas peur de parler d'autorité de l'État, d'ordre public et de sécurité, de maîtrise des flux migratoires avec humanisme et fermeté, d'instruction civique et de service national citoyen et de défense.

Pour renouer avec les classes populaires, son électorat historique, la gauche doit sortir du tabou de l'immigration. En matière de politique migratoire, il existe un chemin entre le sans-frontiérisme gauchiste et la xénophobie droitière. Ce chemin, c'est l'intégration républicaine : des droits (économiques et sociaux) et des devoirs (apprentissage rigoureux de la langue, adhésion aux valeurs de la République) des populations immigrées. Les exigences et la fermeté envers les femmes et les hommes que nous accueillons ne sont nullement contradictoires avec les principes humanistes. Ce n'est pas renoncer à ses idéaux que de prendre en compte ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

Notre capacité à intégrer et donc à assurer aux immigrés des conditions décentes doit conduire à des politiques migratoires basées sur le co-développement plutôt qu'un accueil sans critères, afin de promouvoir la citoyenneté dans la communauté nationale et l'intégration à la République.

Aussi, un accueil digne suppose d'établir au préalable un diagnostic lucide et documenté sur nos capacités d'intégration (emploi, logement, école, etc.). Une hospitalité pour tous serait en définitive une hospitalité pour personne.

Alors que les libéraux ont rivalisé pour créer des institutions coupées du peuple où les groupes de pression excellent (commission européenne, loi Notre et loi Métropole, loi 3DS, etc.), il est en outre nécessaire de consolider les institutions républicaines dans lesquelles se reconnaît le peuple : la commune cellule de base de la République, l'État-nation et le département, créations de la Révolution française. Les 500 000 élus municipaux

bénévoles sont une chance pour la République et un atout pour relever le défi de la citoyenneté.

Répondre à ces défis, c'est proposer un horizon autant qu'un chemin aux Français.

Après son dernier congrès, le Mouvement Républicain et Citoyen a participé à la fondation de la GRS dans la perspective de la présidentielle de 2022. Depuis, le MRC s'est engagé dans le rassemblement de la gauche républicaine au sein de la Fédération de la Gauche républicaine, qui rassemble le MRC, la GRS, LRDG, la NGS et L'Engagement. La tâche qui est la nôtre désormais, forts de ce rassemblement plus large, est de nous investir à partir du MRC dans la construction de la Fédération de la Gauche républicaine. C'est pourquoi, le MRC décide de ne plus participer à la GRS et, dans la période de construction de la Fédération de la Gauche républicaine que nous voulons conforter, décide d'accepter la pluralité d'appartenances aux différentes composantes de la Fédération.

Nos compatriotes attendent de la gauche qu'elle puisse se rassembler dans un grand parti républicain, humaniste par essence, capable de faire vivre le débat d'idées et attentif aux évolutions de la société. Ce grand parti rassemblant tous les républicains de gauche ne naîtra que dans la discussion et le respect des uns et des autres. La prochaine échéance électorale sera l'élection européenne qui doit permettre d'affirmer l'exigence républicaine et de construire la Fédération de la Gauche républicaine. Le Mouvement Républicain et Citoyen propose que la Fédération de la Gauche républicaine présente une liste aux élections européennes.

En répondant politiquement à ces cinq défis et en élaborant un projet commun qui corresponde aux aspirations populaires, nous pourrons préparer l'alternative à la confusion du macronisme et à la violence de l'extrême-droite. Nous pourrons construire

un projet d'avenir dans notre pays, qui suscite une adhésion populaire, l'adhésion de nos concitoyens. Nous pourrions alors gagner, pour les Français et pour relever la France.